

Les savanes africaines entre local et global : milieux, sociétés, espaces

Roland Pourtier

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne
191, rue Saint-Jacques,
75005 Paris
<nrpourtier@wanadoo.fr>

Résumé

Cet article de synthèse embrasse l'ensemble des pays de savanes d'Afrique de l'Ouest afin d'en dégager les traits communs, sur les plans écologique et surtout socio-économique. Du Sénégal au Tchad, les paysages de savanes reproduisent les mêmes éléments structuraux constitutifs de l'« Afrique des greniers » : alternance champs cultivés/brousse ; terroirs en auréoles ; parcs arborés ; combinaisons culturelles coton-sorgho ; articulation plus ou moins bien régulée entre agriculture et élevage. Partout les paysanneries sont confrontées au défi démographique et à la raréfaction des terres : un développement durable impose désormais le passage à des systèmes de production plus intensifs et attentifs à un capital foncier moins abondant qu'autrefois. Partout aussi ce sont des facteurs extérieurs aux campagnes qui en précipitent les mutations : l'urbanisation créatrice d'une demande stimule le « vivrier-marchand » tandis que l'économie cotonnaire dépend du marché mondial. Les changements en cours dans les campagnes ouest-africaines dépendent donc largement de dynamiques spatiales qui s'exercent à différentes échelles, du local au global.

Mots clés : Économie ; Sociologie rurale ; Politique agricole ; Afrique de l'ouest ; Afrique centrale.

Summary

African savannahs between local and global: environment, society and space

Sustainable development has become a fashionable concept. Since the first Earth Summit in Rio (1992), the term has been present in all of the speeches of political leaders in charge of development. But beyond these vast political statements (repeated in Johannesburg in 2002), how exactly does sustainable development transform into reality at the local level? In this paper, we look at the example of the savannahs of West Africa. We will highlight their common characteristics as well as the dynamics of change between the “top” and the “bottom” of society, between the global and local levels. From Senegal to Chad, the lands lying between the northern Sahel fringe and the forest areas to the South are strongly ecologically, sociologically and economically related. The landscapes (resulting from an intense anthropic process) are organised into several common structural elements characterised by their dual nature of alternating farmed land and “bush”: similar to the *ager-saltus* of the Mediterranean world (concentric rings of land gradually moving from a densely ordered centre to a less structured periphery), dominant crops of millet and cotton, trees representing a major feature of the crop zones and coexistence of farming and breeding. With a large number of barns present in every village – a typical sign of a farming society – this region truly is a part of the “wheat basket” of Africa. The constraints and potentials of savannah societies, while being roughly similar within comparable ecological regions, vary at the local level and according to the different national entities they belong to. In the countries of the Sudanian Sahel with no access to the sea, savannahs tend to be conceived of as the “useful country” (such as in Chad). However, for the coastline countries of the Gulf of Guinea, savannahs make up an abandoned periphery. Throughout these regions, demographic growth underlines the relationship between resources and population. In Burkina Faso, the expression “the earth is finished” illustrates the idea of territorial saturation leading, in several areas, to tension or even open conflicts opposing nationals to foreigners. The need for food has led to the use of otherwise neglected land, most strikingly illustrated by normally arid pits in the dry season where sorghum can be cultivated. As a general rule, it can be said that (according to the

ideas laid down by E. Boserup) demographic pressure forces farmers to develop a more intensive agriculture. But if land is to evolve into a central issue for the savannah regions of West Africa, then it should be quite obvious that the control of water resources is to become a major preoccupation as farming intensifies. Rural areas rarely develop on their own: more often external factors such as spatial organisation and urbanisation act as catalysts. These help create the demand that stimulates the production of live goods and as such play a positive part in the diversification of agricultural production. Along with such internal dynamics, it is quite apparent that the colonial model of production is still working: cotton still plays a huge part in the economies of the savannah countries of West Africa. Furthermore, these countries are linked, through cotton, to the global economic system albeit with no influence on the world market (decisions and prices of cotton). The future of these rural areas thus depends on a complex web of relations between local dynamics, national configurations, and globalisation. This intricate system reveals itself through a new networking of the space and the growth of trading material or virtual goods (the use of modern telecommunications and of the Internet is rising everywhere), sure signs of development.

Key words: Economy; Rural sociology; Agricultural policy; West Africa; Central Africa.

Les discours actuels concernant l'Afrique s'accordent sur un point : pour sortir le continent de la pauvreté sans provoquer une dégradation de l'environnement supposée être la conséquence d'une mauvaise gestion des ressources et d'une croissance démographique débridée, il n'est pas de salut hors du développement durable. Cela dit, rien n'est dit. Le discours ambiant remâche les mêmes recettes depuis le sommet de la terre de Rio. Le dernier sommet tenu à Johannesburg n'a pas fondamentalement renouvelé les approches. L'attitude scientifique, par définition critique, appelle au dépassement des mots passe-partout et de l'écran souvent trompeur qu'ils dressent sur la voie de la recherche. À cet égard, une récente publication de l'IRD apporte une contribution stimulante au débat que suscite l'emploi de ce concept fourre-tout qu'est le développement durable [1]. En tout état de cause, une réflexion sur les agricultures des savanes africaines ne peut rester étrangère aux problématiques du développement, quels que soient les qualificatifs qu'on lui prête. L'énoncé « savanes » appelle une brève remarque liminaire. Il ne s'agit pas tant d'en délimiter les contours, ce qui supposerait au préalable une définition stricte, bien improbable au demeurant car, à l'instar du célèbre éléphant, il est assurément plus facile de reconnaître les savanes que de les définir. Ce qui en réalité fait question tient aux positionnements scientifiques divergents des chercheurs. L'étude des savanes renvoie en effet à deux perspectives très différentes, chacune nourrie de ses propres paradigmes, lesquels in-

fluent nécessairement sur les analyses et les interprétations.

La première entrée peut être qualifiée d'écologique. Héritière du naturalisme, elle reste dans le droit fil de la classique représentation zonale de l'Afrique, particulièrement prégnante en Afrique de l'Ouest. Dans cette acception, la définition des pays de savane – confondue avec la « zone soudanienne » – privilégie les données bioclimatiques. Une des caractéristiques essentielles des espaces ainsi qualifiés réside dans le fait qu'ils échappent aux situations extrêmes de sécheresse qui sévissent plus au nord, d'humidité permanente qui règnent plus au sud. La zone des savanes ne connaît ni les stress d'un Sahel exposé à la brutalité des crises climatiques, ni l'accablante égalité des milieux équatoriaux. Elle correspond en somme à des situations de *tropicalité* moyenne.

La deuxième entrée privilégie l'économie et la dimension socio-politique. Elle s'intéresse en priorité aux processus de croissance et de développement, aux changements socio-spatiaux, aux encadrements politiques, aux relations Nord-Sud. Cette perspective n'assigne qu'un rôle subalterne au milieu et à ses diverses composantes : les contraintes macro-économiques d'États soumis aux obligations drastiques des plans d'ajustement structurel occupent le devant de la scène. Le paramètre écologique « savane » se trouve relégué dans les coulisses. Les deux approches ne sont cependant pas exclusives l'une de l'autre ; elles devraient même, au contraire, être complémentaires car l'une et l'autre ont à faire avec le

développement, processus global s'il en est et qui appelle l'interdisciplinarité [2].

Observées au microscope, les savanes africaines présentent une indéniable parenté. Milieux ouverts associant graminées et ligneux, elles se distinguent nettement des milieux fermés de la forêt dense ; le contact entre les deux faciès peut être linéaire et franc, ou plus complexe lorsque s'intercalent des formations forestières intermédiaires ou qu'une mosaïque forêt-savane assure la transition. Quant au passage aux steppes sahéliennes, il se calque sur un gradient pluviométrique flou : la variabilité climatique opère périodiquement des glissements spatiaux, brouillant les limites, refusant les césures nettes. Du Tchad au Sénégal, les paysages sont construits autour de quelques éléments structuraux communs. L'alternance de champs cultivés et de « brousses » définit une composition binaire qui n'est pas sans rappeler l'*ager-saltus* du monde méditerranéen. Les terroirs s'organisent en auréoles : au centre, cernant les lieux habités et les cultures de case, les terres cultivées, souvent dans un parc arboré savamment construit ; en périphérie, les espaces désordonnés, « sauvages », mais cependant utiles pour la chasse, la collecte du bois, la cueillette ou le parcours des troupeaux. Presque partout, les combinaisons culturelles associent les mils et les sorghos au coton. L'omniprésence des greniers rappelle l'importance stratégique de la gestion des vivres, et donc de la maîtrise du temps : provision et prévision se rejoignent dans cette Afrique des greniers [3]. N'est-ce pas un des fondements des systèmes d'auto-

rité et de pouvoir sur lesquels se sont constitués jadis ces « royaumes des savanes », pour transcrire ici l'expression appliquée par Jan Vansina aux anciens royaumes du Congo ? [4] Les encadrements au quotidien portent encore la marque de cet héritage. Côté ville et modernité, des usines d'égrenage du coton réparties en un chapelet d'agglomérations de taille moyenne, matérialisent l'ouverture au monde d'espaces enclavés. Le vaste domaine des savanes ouest-africaines peut donc se prévaloir d'un certain nombre de composantes communes doublement ancrées dans la nature et l'histoire. Elles fondent l'identité générale d'un espace riche par ailleurs de la diversité de ses configurations locales.

Contraintes et potentialités : une question d'échelle

Si l'objet « savanes » est pertinent, une question essentielle se pose : offrent-elles, en tant que milieu qualifié, des avantages aux hommes qui y vivent, ou sont-elles désavantagées en comparaison d'autres milieux tropicaux ? Quel bilan peut-on dresser en termes de contraintes et de potentialités ? Ce débat n'a de sens, à vrai dire, que s'il met en balance dynamiques sociales et offre écologique. Les études de milieux ne présentent en effet d'intérêt pour les populations que par rapport à leurs usages, leurs représentations, les valeurs qu'elles attribuent à la nature. Rien, à vrai dire, n'est plus contingent que les « potentialités » du milieu. Quant aux contraintes, quoi de plus ambivalent : tantôt obstacle dirimant, tantôt condition stimulante propice à répondre aux défis selon les thèses de Toynbee ou de Boserup [5].

Ce qui importe, ce sont moins les savanes en tant que formation végétale particulière que les espaces construits par les sociétés. Leur perception varie selon l'échelle. L'échelle locale permet de repérer des régularités autorisant la définition d'entités homogènes, terroirs, pays. À une échelle plus englobante, des architectures en réseau solidarisent le patchwork chamarré des micro-unités paysagères en

ensembles régionaux. L'échelle de l'État souligne quant à elle un fait majeur, indépendamment des discontinuités fortes créées par les frontières : l'opposition entre États sahélo-soudaniens enclavés et États côtiers. Dans le premier cas, les savanes se localisent au sud ; elles se confondent avec le « pays utile » et bénéficient d'effets de centralité. Dans le second, elles se situent au nord et supportent le handicap des positions périphériques. L'échelle mondiale, enfin, intervient avec l'intégration croissante des savanes africaines dans l'économie-monde qui fait que les revenus des producteurs de coton dépendent des cours internationaux. Plus généralement, la mondialisation libérale de l'économie pose la question des avantages comparatifs des productions locales. Les emboîtements d'échelles (de l'exploitation familiale au marché mondial) correspondent à des interactions verticales. Elles s'articulent avec les interactions horizontales nature/société. Les dynamiques spatiales qui en résultent fonctionnent comme un système à multiples composantes qu'une seule chiquenaude, pour parler comme Descartes, n'a pas la capacité de mettre en branle étant donné son infinie complexité. La recherche scientifique, les apports de la génétique, les expérimentations en station, par exemple, n'ont d'efficacité que si l'environnement économique, social, culturel se révèle propice à la réception du progrès technique. Lorsque les « techniques d'encadrement » pour reprendre un concept fondamental de la pensée de Pierre Gourou [6] ne s'accordent pas avec les préconisations des développeurs, fussent-elles en théorie excellentes, celles-ci ont peu de chance d'être appropriées par les sociétés locales. Si tant de projets de développement ont échoué, c'est bien parce qu'ils émanent trop exclusivement *du haut* et du Nord, sans prendre suffisamment en compte les réalités *du bas* telles que les vivent les populations du Sud [7]. Que cette question ait été maintes fois débattue, ne dispense pas d'une nécessaire vigilance critique, car les approches périodiquement renouvelées du développement se limitent bien souvent à un simple toilettage terminologique : les mots du développement n'en effacent pas les maux comme sous l'effet d'une magie incantatoire. En réalité, tout procède par une cascade d'essais et d'erreurs, et c'est d'un empirisme brouillon qu'émergent, au bout du compte, les transformations des sociétés.

Le défi démographique

Les pays de savanes sont confrontés aux communs défis de l'Afrique tropicale, à ses deux bouleversements contemporains majeurs : l'explosion démographique qui rend les changements inéluctables, et la révolution urbaine, qui en est l'expression la plus spectaculaire. La ville joue un rôle de plus en plus actif dans les processus de développement, ce que traduit l'intensité croissante des échanges ville-campagne. L'étude des « perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest » conduite conjointement par l'OCDE, la BAD¹, le groupe CINERGIE² et le CILSS³ en a fourni une démonstration convaincante [8]. Mais ces mutations profondes sont en même temps génératrices de crises : le doublement de la population en une génération rend la question des équilibres population/ressources sans cesse plus brûlante, tandis que l'extrême jeunesse d'une population porteuse d'aspirations nouvelles engendre de nouveaux défis.

Dans ce contexte général, une des spécificités de l'Afrique des savanes tient à la place qu'y occupent les sociétés paysannes sédentaires fortement ancrées dans le terroir. Elles se distinguent en cela des sociétés sahéennes davantage placées sous le signe du pastoralisme, et des sociétés forestières dominées par la figure du planteur et le nomadisme des brûlis. Ces distinctions, pour n'être pas toujours aussi tranchées, n'en reflètent pas moins des représentations et des pratiques différenciées de l'espace-temps, dimension constitutive, comme on sait, des cultures et, par voie de conséquence, de la réceptivité aux requêtes du développement.

De quelques éléments constitutifs des pays de savanes

Pour résumer en peu de mots les nombreuses questions posées par les savanes

¹ BAD : Banque africaine de développement.

² CINERGIE : Cellule informelle d'étude et de recherche pour la gestion de l'information sur les échanges.

³ CILSS : Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel.

africaines, j'en évoquerai brièvement les « quatre éléments ».

• **Tout d'abord la terre.** «La terre est finie», telle est la litanie d'aujourd'hui venue du Burkina Faso, mais reprise en chœur dans des lieux sans cesse plus nombreux. Le thème de la saturation des terroirs ne peut être occulté sous prétexte qu'il s'agit d'une notion relative et que le niveau des densités reste très éloigné de ceux qu'on peut recenser dans d'autres régions tropicales. Le constat est en effet général d'une diminution rapide du disponible foncier. Les terres de bas-fonds, autrefois négligées, font désormais l'objet de convoitises : les sorghos, *berbéré* ou *muskwari*, connaissent un vif succès au Cameroun et au Tchad [9]. Des monographies de terroir réalisées tant au Burkina Faso [10] qu'au Sénégal [11] montrent la rapidité de la raréfaction des terres non cultivées. Les fronts pionniers sont en voie d'extinction. Les tensions foncières [12], inconnues il y a quelques décennies tendent à se généraliser, les détenteurs des droits sur la terre anticipant sur la rareté. Les questions liées au statut de la terre se posent avec une actualité nouvelle, provoquant des conflits de plus en plus fréquents entre autochtones et allochtones. Faut-il remettre en cause des droits coutumiers souvent complexes et peu propices aux aménagements fonciers ? Certains prônent le droit de propriété de type occidental, considéré comme le plus apte au développement de l'agriculture. Le problème est en tout cas posé et il est plus que probable que la question foncière sera un enjeu majeur des décennies à venir.

• **Le feu** mérite mieux que la réprobation dont il est souvent l'objet. Un certain nombre d'études lui ont d'ailleurs rendu justice. Les discours sans nuance sur la destruction de biomasse, ni écologiquement fondés, ni socialement en adéquation avec les pratiques locales, doivent être révisés. Le feu, outil des pauvres, demande seulement une gestion attentive à ne pas créer de conflits entre les différents usagers de l'espace, en particulier entre cultivateurs et éleveurs. L'extension des aires de cultures pérennes conduit de toutes façons vers une restriction des feux de brousse.

• **L'air**, l'atmosphère, dicte son rythme aux saisons et aux travaux agricoles : les hommes des savanes vivent sous la dépendance des pluies, de leur volume, de leur bonne répartition, question de survie sur les marges sahéliennes. La question est ouverte d'une possible péjoration sur

le long terme des conditions climatiques, à tout le moins de déficits pluviométriques périodiques menaçant ici ou là les récoltes. Les aménagements hydro-agricoles sont-ils la solution pour garantir une sécurité alimentaire ?

• On aborde là le thème de la maîtrise de **l'eau**. Les retards de l'Afrique, en comparaison surtout de l'Asie tropicale, sont flagrants dans ce domaine, les initiatives paysannes très rares. Les grandes opérations conduites depuis l'époque coloniale dans le delta intérieur du Niger, la vallée du Sénégal ou encore celle du Logone n'ont donné que des résultats mitigés et ont fait l'objet de multiples controverses [13]. Les « petits barrages », aujourd'hui prônés, sont-ils pour autant la panacée ? Quoi qu'il en soit, la question de l'eau constitue, avec le statut de la terre, un des grands défis pour les prochaines décennies, qu'il s'agisse d'eau domestique, d'alimentation du bétail ou d'irrigation. Il faudra, de toute nécessité, passer de systèmes de production encore largement extensifs à des systèmes plus intensifs. Aux rares exceptions d'îlots aux densités précocement élevées, l'Afrique a longtemps vécu en consommant un espace qui ne lui était pas compté. Ce temps est révolu.

Deux autres éléments complètent le décor.

• **L'arbre**, d'abord. Il est omniprésent dans les parcs arborés très représentatifs des pays de savane bien qu'inégalement répartis : parcs à acacia, à karité, à néré, à rônier, sans compter les baobabs, les ficus, etc. Leur importance n'est plus à démontrer : alimentation des hommes [14] et du bétail, fertilisation du sol, fourniture de bois de feu et de bois d'œuvre, marquage géographique, ombrage, cultes liés aux arbres sacrés [15]. Certaines essences importées ajoutent leur touche à des paysages éminemment humanisés : manguiers diffusés par les commandants de cercle, neems plantés en bordure de route, eucalyptus, tecks... Au total, l'arbre domestiqué des savanes remplit de multiples fonctions et constitue un véritable patrimoine, de toute évidence à préserver si le concept de développement durable a un sens. L'inéluctable recul des brousses rend d'autant plus cruciale une gestion de ce capital vivant afin d'en assurer la reproduction.

• **Le bétail** ensuite. Toutes les configurations d'élevage existent dans les savanes africaines [16]. La séparation entre agriculteurs et éleveurs, dont les Peuls incarnent la figure emblématique [17], repré-

sente le cas le plus habituel, mais il existe aussi des agro-pasteurs – l'exemple des Sérers a été depuis longtemps étudié. Les rapports, tantôt pacifiques, tantôt violents, entre pasteurs transhumants et paysans sédentaires alimentent la chronique quotidienne des savanes. L'évolution contemporaine montre une tendance au rapprochement de genres de vie jadis très distincts. Nombre de Peuls se sédentarisent et deviennent agro-pasteurs. Inversement, de purs agriculteurs s'initient à l'élevage. Le succès de la culture attelée contribue puissamment à cette évolution, témoignant des capacités d'adaptation de paysanneries qu'on a trop souvent tendance à présenter comme inertes.

Développement et organisation de l'espace

L'Afrique des savanes reste fondamentalement paysanne. Rien d'étonnant donc si les questions relatives à l'agriculture et à l'élevage occupent une place centrale dans les programmes de développement. L'amélioration du matériel végétal et des méthodes de culture, l'action phytosanitaire, la recherche d'une meilleure productivité des troupeaux, la valorisation des productions végétales et animales constituent autant de facteurs techniques nécessaires au progrès des campagnes. Ils sont pourtant loin d'être suffisants : les campagnes renferment rarement en elles-mêmes les ressorts de leur propre développement. Ceux-ci ne se trouveraient-ils pas davantage dans l'organisation de l'espace, expression et condition du changement social global ?

Les milieux ouverts de savane, aux relatives facilités de circulation, ont toujours été propices aux échanges ; ils prédisposent, par suite, à la formation de villes et d'organisations politiques contrôlant de vastes territoires. L'aire des savanes n'est toutefois pas homogène : c'est dans les marges sahéliennes qu'a battu jadis le cœur de l'histoire ouest-africaine, plus que dans les zones de savane humide. Celles-ci occupent à tous points de vue une position médiane, entre les steppes et les forêts, entre les anciens empires sahéliens et les sociétés forestières acéphales. Le retournement de l'histoire qui fit des côtes du golfe de Guinée, à partir du XVI^e siècle, l'interface entre l'Eu-

rope et l'Afrique, a inversé le sens géographique des hinterlands. Autrefois soumises aux prélèvements des États du Sahel – tribut imposé aux paysanneries, capture d'esclaves alimentant la traite saharienne –, les savanes soudanaises supportent maintenant le coût de l'enclavement en payant le tribut de la distance et des ruptures frontalières.

La « mise en valeur » coloniale avait consigné cette Afrique intérieure dans quelques fonctions simples dont celle de réservoir de main-d'œuvre à destination de l'armée (les tirailleurs dits « sénégalais ») et des économies de plantation des États côtiers. Que l'ancienne Haute-Volta ait été un temps fondue dans la Côte d'Ivoire, sous la dénomination de Haute Côte est à cet égard significatif. L'exutoire de la migration concernait surtout les espaces sahéliens aux maigres ressources. Mieux dotées par la nature, les savanes soudanaises devinrent, quant à elles, la zone de prédilection de la culture du coton. Elles le sont restées, et continuent, après quatre décennies d'indépendance, à s'identifier à ce modèle agro-écologique fondé sur la complémentarité mil-coton qui se répète du Sénégal au Tchad [18]. Bien que régulièrement remise en cause, l'économie cotonnière colle toujours aux savanes, comme le cacao-café à la zone forestière. Effet d'inertie ? Difficulté à mettre en œuvre des modèles alternatifs répondant à la fois à l'écologie des savanes et aux contraintes du marché international ? La question se pose de façon récurrente. Ce qui est sûr, c'est que la filière coton n'a longtemps laissé que peu de marge de négociation aux producteurs, corsetés par des encadrements hérités des temps coloniaux. Les évolutions en cours vers une privatisation du secteur donnent cependant la possibilité aux paysans de montrer leurs capacités d'initiative [19].

D'une manière générale, celles-ci se manifestent de manière spontanée concomitamment à l'ouverture des systèmes productifs sur le marché. L'urbanisation crée la demande, l'amélioration du transport rend possible l'articulation ville-campagne. Le développement des infrastructures routières constitue partout un des plus puissants moteurs du changement. L'accès au marché, la diffusion du numéraire stimulent la production de surplus agricoles et la commercialisation de ce fameux « vivrier-marchand » destiné aux consommateurs citadins [20]. L'accessibilité des campagnes constitue, avec l'urbanisation, l'expression la plus tangi-

ble de la mise en réseau de l'espace et du rattachement du local à des sphères de plus en plus larges. Le succès de l'arachide au sud du Tchad tient à cet élargissement des échanges jusqu'au Nigeria et au Gabon. Partout, le passage d'une étendue peu structurée aux systèmes spatiaux réticulaires annonce l'entrée dans le cercle vertueux du développement.

Les États sahélo-soudanais n'y accèdent qu'avec lenteur et retard par rapport au reste du continent, comme en témoigne leur position au plus bas de l'échelle du développement telle que la dresse le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ces retards sont en général mis sur le compte des maigres dotations en ressources naturelles et d'un enclavement qui pèse sur le coût des échanges extérieurs. La performance des nouvelles voies de liaison vers les ports du golfe de Guinée, la mise en place des unions régionales, UEMOA⁴, CEMAC⁵, en dépit des nombreux obstacles qui la ralentissent, atténuent cependant ce handicap. Par ailleurs, les coûts d'accès à l'information sont en train de s'uniformiser avec le développement saisissant du téléphone mobile et d'internet en milieu urbain. L'espace change de signification, dès lors que les lieux s'égalisent de se trouver branchés sans discrimination sur le réseau mondial.

Le phénomène est si récent qu'il serait tout à fait irréaliste de prétendre en mesurer dès maintenant les conséquences. La question de l'impact de l'explosion du mobile, du web, des cybercafés sur l'activité économique et le changement social et culturel ne saurait en tout cas être éludée. L'accès au réseau ne touche certes qu'une infime minorité de la population, et seulement dans les grandes villes, mais il s'agit d'acteurs dont le rôle n'est plus à démontrer dans les processus de développement : chercheurs, commerçants, décideurs, responsables d'ONG laïques ou confessionnelles. Il y a pourtant loin de la *daba*⁶ à l'ordinateur, et si le raccordement à des réseaux mondiaux de savoirs peut être considéré comme un accélérateur du changement, il serait bien naïf de croire que les nouvelles technologies de l'information vont du jour au lendemain répondre aux défis de l'ali-

⁴ UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africaine.

⁵ CEMAC : Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale.

⁶ Daba : houe à manche court, très répandue dans les savanes ouest-africaines.

mentation, de la santé, de l'éducation. L'espace virtuel ne nourrit pas.

La recherche appliquée au développement des savanes africaines nous ramène sur le terrain de la vie matérielle, des territoires concrets et des populations réelles dans des environnements spécifiques. Chercheurs et praticiens engagés dans l'action en connaissent la complexité et savent qu'il n'existe aucune solution simple. L'homme, acteur, enjeu, finalité dernière du développement, ne correspond pas à cet *homo economicus* abstrait réduit à sa seule dimension de producteur-consommateur. Un débat sur le développement ne peut faire l'impasse de la dimension culturelle. Car, s'il est admis aujourd'hui que le développement doit être pensé comme durable, c'est-à-dire dans le respect de l'environnement et de la biodiversité, il est plus rare que soit revendiqué le respect de l'ethnodiversité ou, si le terme gêne, de la diversité des cultures. N'y a-t-il pas là un contrepoint nécessaire à une mondialisation par ailleurs inéluctable puisque la science et ses applications technologiques relèvent de lois universelles ?

Qu'on s'intéresse à la lutte contre les chenilles de la capsule du cotonnier, à la trypanotolérance des caprins, aux tensions foncières, aux conseils de gestion auprès des agriculteurs, à la dynamique des paysages ou aux effets supputés de l'or noir à venir dans l'économie du Tchad – pour ne pas allonger cet inventaire à la Prévert – chacune de ces approches parcelaires ne prend pleinement son sens qu'éclairée par la conscience qu'elle participe d'une totalité. Certes, l'approche holistique prend souvent les traits de la chimère, et l'on sait bien que les progrès de la connaissance procèdent pas à pas, cas par cas, et qu'il faut décomposer le réel en autant de parties qu'il est nécessaire à sa compréhension. Néanmoins, ce travail d'analyse resterait incomplet si chaque parcelle de savoir n'entraînait en résonance avec les autres pour participer à l'intelligence du tout et féconder les recherches à venir ■

Références

1. Martin JY, ed. *Développement durable ? Doctrines, Pratiques, Évaluations*. Paris : IRD Éditions, 2002 ; 344 p.

2. Raynaud C, ed. *Sahels. Diversité et dynamiques des relations sociétés-nature*. Paris : Karthala, 1997 ; 430 p.

3. Meillassoux C. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris : Maspéro, 1975 ; 251 p.

4. Vansina J. *Kingdoms of the savanna*. Madison (États-Unis) : University of Wisconsin Press, 1968 ; 364 p.
5. Boserup E. *The conditions of Agricultural Growth. The Economics of Agrarian Change under Population Pressure*. Chicago ; New York : Aldine ; Atherton, 1972 ; 124 p. (trad. française : *Évolution agraire et pression démographique*. Paris : Flammarion, 1970 ; 221 p.)
6. Gourou P. *Pour une géographie humaine*. Paris : Flammarion, 1973 ; 388 p.
7. Sautter G. « Dirigisme opérationnel » et stratégie paysanne, ou l'aménageur aménagé. *L'espace géographique* 1978 ; 4 : 233-43.
8. Cour JM, Snrech S, eds. *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020. Etude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest*. Paris : OCDE, 1998 ; 157 p.
9. Seigbobos C, Ivéby-Mandjek, eds. *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*. Paris : IRD ; Minrest ; INC ; 172 p.
10. Paré L, Tallet B. D'un espace ouvert à un espace fermé. *Espace, populations, sociétés* 1999 ; 1 : 83-92.
11. Lericollais A, ed. *Paysans sereer. Dynamiques agraires et mobilités au Sénégal*. Paris : IRD Éditions, 1999 ; 668 p.
12. Blanc-Pamard C, Cambrézy L, eds. *Terre, terroir, territoire. Les tensions foncières*. Paris : Orstom éditions, 1995 ; 472 p.
13. Crousse B, Mathieu P, Seck S, eds. *La Vallée du fleuve Sénégal. Évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements*. Paris : Karthala, 1991 ; 380 p.
14. Bergeret A, Ribot JC. *L'arbre nourricier en pays sahélien*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1990 ; 237 p.
15. Pélissier P. L'arbre en Afrique tropicale. La fonction et le signe. *Cahiers Orstom série Sciences Humaines* 1980 ; XVII : 127-30.
16. Seignobos C, Thys E, eds. *Des taurins et des hommes. Cameroun, Nigeria*. Paris : Orstom éditions, 1998 ; 398 p.
17. Boutrais J. *Hautes terres d'élevage au Cameroun*. Coll. Etudes et thèses. Paris : Orstom, 1996 ; 1301 p.
18. Magrin G. *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*. Paris : Sépia-Cirad, 2001 ; 427 p.
19. Basset T. *Le coton des paysans. Une révolution agricole (Côte d'Ivoire 1880-1999)*. Paris : IRD Éditions, 2002 ; 292 p.
20. Chaléard JL. *Temps des villes. Temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*. Paris : Karthala, 1996 ; 661 p.